



Statement

Déclaration

93/33

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DE L'HONORABLE MICHAEL WILSON,

MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES

ET DE LA TECHNOLOGIE

ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,

DEVANT

LE COMITÉ D'ANALYSE DES POLITIQUES

DE L'INSTITUT C.D. HOWE

**"PRODUCTIVITÉ, PROSPÉRITÉ ET PERSÉVÉRANCE :
LE DÉFI CANADIEN"**

TORONTO (Ontario)

Le 13 mai 1993

Je vais commencer par une citation sur laquelle je suis tombé récemment et qui résume l'objet de mon message mieux que je ne saurais le faire moi-même :

Un taux d'emploi élevé, des revenus et un niveau de production élevés... signifient ensemble un niveau de vie élevé. Ce ne sont pas des cadeaux que le gouvernement peut offrir. Ce n'est qu'avec des méthodes de collaboration nouvelles et vigoureuses entre les gouvernements fédéral et provinciaux, entre les producteurs, les gestionnaires et les syndicats, et entre le gouvernement et l'ensemble des entreprises, que cela devient possible.

Ces paroles sont si éloquentes que je dois en féliciter l'auteur. Elles ont été prononcées le 20 novembre 1946 par M. C.D. Howe.

Elles auraient été tout aussi opportunes cette année, dans la bouche de M. Don Mazankowski, ou, il y a exactement 100 ans, dans celle de l'honorable G.E. Foster qui était ministre des Finances en 1893. Opportunes, parce qu'elles expriment des vérités permanentes sur le Canada et sur sa situation économique.

Dans la mesure où nous avons suivi ces règles fondées sur le bon sens, nous avons bien réussi, mais dès que nous nous en sommes écartés, nous nous sommes rapidement embourbés. Notre histoire, jusqu'aux derniers épisodes que nous venons de vivre, le corrobore. Et c'est le thème que j'aimerais aborder avec vous ce soir.

Le Canada a connu un essor économique formidable dans les années 1950 et 1960 et au début des années 1970. Nous avons fait notre richesse grâce à ce que l'acteur John Houseman avait l'habitude d'appeler «les bonnes vieilles méthodes», dans les annonces publicitaires que les courtiers en valeurs mobilières faisaient diffuser. Et nous avons bien mérité ce que nous avons gagné. Notre économie était productive et compétitive. Nous n'avons pas «voyagé» avec une carte de crédit; nous avons payé nos factures au fur et à mesure.

Pendant ces années-là, le navire économique canadien suivait le bon cap. Les étoiles qui nous guidaient étaient la stabilité des prix, l'équilibre des finances publiques et un engagement à libéraliser le commerce. L'élément propulseur, c'était la coopération et la collaboration entre le gouvernement et le secteur privé pour le bien commun. Et cela nous a amenés là où nous voulions être. Entre 1950 et 1973, les revenus réels ont augmenté en moyenne de 4,3 p. 100 par année¹, comparativement à la décennie d'après, où ce taux a été coupé de moitié.

1. Orienter l'économie dans un monde en changement, p. 7, ministère des Finances.

Nos déboires ont commencé, graduellement, dans les années 1970. Au départ, c'était tantôt une mauvaise politique, tantôt une occasion ratée, puis c'est devenu une tendance définitive qui, en moins d'une décennie, a poussé le pays loin des politiques économiques qui lui avaient été tellement profitables. Que faisons-nous de différent à ce moment-là?

Allons d'abord à l'essentiel : nous avons oublié ce qui avait fait le succès de l'économie canadienne. Nous avons perdu de vue l'importance de la stabilité des prix et de la stabilité financière pour la productivité. Nous n'avons pas tenu compte du lien entre la productivité, la compétitivité et la santé d'une économie moderne. Ce qui n'a pas été le cas de nos concurrents, malheureusement.

Deuxièmement, nous avons oublié qu'il fallait toujours aiguïser sa capacité à soutenir la concurrence. Nous n'avons pas assez réinvesti dans le secteur des immobilisations, dans les nouvelles technologies, ou dans des programmes de formation ou d'enseignement plus appropriés. Nos industries classiques fonctionnaient si bien, alors nous n'avons pas songé assez vite à diversifier notre économie en nous orientant vers de nouveaux secteurs et de nouveaux marchés. Et nous n'avons pas remarqué que d'autres pays le faisaient.

Troisièmement, nous avons perdu de vue le principe clé préconisé par M. C.D. Howe : l'harmonisation des actions des divers intervenants, soit la collaboration entre producteurs, gestionnaires et syndicats.

Nous nous sommes tellement enlisés dans nos querelles constitutionnelles que nous avons oublié de soutenir la concurrence des autres pays. Nous sommes devenus si préoccupés de partager les fruits de l'économie que nous avons oublié de la faire grandir, ce qui était, pourtant, notre intérêt commun le plus fondamental.

Par conséquent, les Canadiens ont cessé de payer comptant leur niveau de vie dans les années 1970 et ils ont commencé à emprunter : ils ont frappé à toutes les portes!

Il y a un aspect du problème que j'aimerais approfondir un peu, vu son importance pour ce qui est de savoir où nous en sommes aujourd'hui et où nous allons.

La plupart des Canadiens ne se sont pas aperçus que le pays dérivait pendant ces années-là. Des économistes, des chefs d'entreprises et d'autres que beaucoup considéraient comme des trouble-fête avaient pourtant sonné l'alarme : le navire, disaient-ils, se dirigeait tout droit vers l'abîme! Mais tout le monde était trop occupé à savourer le plaisir de la croisière pour écouter. On ne se rendait pas conscient de la pertinence

d'aspects tels que la productivité, la compétitivité et les déficits par rapport à la vie de la population, et cela contribuait au problème.

Une partie de la solution consiste à attirer sur ces problèmes l'attention nationale.

Il est très important que les Canadiens sachent où nous en étions récemment, où nous en sommes maintenant, où nous devrions être, et ce qu'il nous faut faire pour y arriver.

Maintenant, nous sommes encore dangereusement près de l'abîme. Nous cheminons dans la bonne direction, mais le voyage ne sera ni court ni facile. Établir une politique économique, c'est comme tenir le gouvernail d'un pétrolier géant : une fois le cap choisi, le navire file de lui-même. Il faut beaucoup de temps pour faire changer de direction au navire.

Quinze années de cheminement dans la mauvaise direction, c'est beaucoup! Depuis 1984, nous travaillons d'arrache-pied pour retrouver le bon cap.

Le 8 novembre 1984, j'ai eu l'honneur de présenter au Parlement le Programme de renouveau économique du gouvernement conservateur nouvellement élu.

Rien dans le document intitulé *Pour un renouveau économique* n'aurait semblé très étrange à M. C.D. Howe. C'est, je pense, un ouvrage qu'il aurait apprécié. Il s'agissait d'un plan d'assainissement des finances publiques et d'une conception de la coopération qui doit exister entre les secteurs public et privé pour accroître la productivité. Le fait que le Programme a été considéré comme un peu radical à l'époque montre dans quelle mesure le Canada s'était écarté de la bonne voie au cours des années précédentes.

Selon moi, le gouvernement actuel peut évoquer cette première déclaration de politique économique avec satisfaction. Notre vision des choses était juste alors, et elle l'est encore aujourd'hui; nous y sommes restés fidèles et nous avons beaucoup fait pour le bien du pays. La réforme des politiques commerciale et fiscale, la privatisation, la maîtrise de l'inflation et la déréglementation ont infiniment renforcé les bases économiques du Canada. Mais beaucoup reste à faire pour que se concrétise notre vision d'une économie productive et compétitive.

Il y a un secteur où nous n'avons pas encore réalisé notre programme : celui de la réduction du déficit. Nous n'avons pas réussi à cet égard comme nous l'avions prévu en 1984, mais je n'hésiterai pas ici à défendre les réalisations du gouvernement. Nous avons fait des progrès concrets. Quand nous avons pris le

pouvoir, nous avons hérité d'un monstre habitué à voir son budget des dépenses croître de 14 p. 100 par année au cours des 15 années précédentes. Notre gouvernement a limité l'augmentation des dépenses à environ 4 p. 100, soit un taux inférieur à celui de l'inflation pendant la même période. Et pour maintenir le cap, nous avons légiféré pour contrôler les dépenses. Depuis 1984-1985, le pourcentage des dépenses par rapport au produit intérieur brut (PIB) a diminué de 2,5 p. 100.

Les déficits du secteur public continuent d'assombrir nos horizons économiques. Même si, en proportion de l'économie, les déficits du gouvernement fédéral sont actuellement beaucoup inférieurs à ce qu'ils étaient en 1984, on ne peut pas en dire autant des déficits provinciaux. Les déficits actuels des administrations publiques sont beaucoup trop élevés. Ils imposent un fardeau insupportable aux marchés financiers et aux contribuables.

Ce qui a changé, c'est le degré de compréhension de la part du public. Le gouvernement peut devancer l'opinion, mais il ne peut pas poursuivre des politiques que le public ne comprend pas. Pendant beaucoup trop longtemps, on a perçu les déficits gouvernementaux comme étant un problème théorique, n'ayant pas grand-chose à voir avec la vie des citoyens et des citoyennes. Cette époque est révolue. On reconnaît maintenant l'incidence destructrice de déficits croissants dans des sphères auxquelles nous n'aurions même pas songé dans le milieu des années 1980. C'est là une remarquable réalisation de notre gouvernement et un avantage dont nous devons tirer parti.

La compréhension du public ne suffit pas, à elle seule, pour résoudre le problème, mais elle représente un élément nécessaire, comme l'expérience me l'a appris. Chaque palier de gouvernement devra prendre des décisions difficiles à l'avenir, mais je suis optimiste car désormais, les gouvernements reflètent un fort consensus de la population canadienne selon lequel nous devons régler, et tout de suite, le problème de la dette et du déficit. Avec son budget d'avril, déposé dans le sillage d'un dur exposé économique fait en décembre, M. Don Mazankowski garde cette même orientation en dépit d'une faible économie générale. Non seulement il n'y a pas eu de nouvelles taxes ni de nouvelles augmentations d'impôt, mais nous avons diminué l'impôt sur le revenu des particuliers et celui des corporations pour favoriser la reprise et la compétitivité. Nous avons fait des réductions des dépenses de plus de 30 milliards de dollars. La politique budgétaire fédérale est sur la bonne voie.

Mais le Canada n'est pas encore hors de danger, et nos efforts ne sont pas encore tous coordonnés entre eux. Et même si nous réussissons à agir de concert, il nous reste un long chemin à parcourir. Notre dette publique collective, qui équivaut à 88 p. 100 de notre PIB, est beaucoup trop élevée. Notre dette

extérieure dépasse en tout 300 milliards de dollars, ce qui fait du Canada un des plus gros pays débiteurs du monde. Pendant les années 1980, notre taux de productivité nationale n'a pas suivi celui d'autres pays, les États-Unis en particulier.

Ce sont là des signaux d'alarme; plus encore, ce sont des signes de danger, des « alertes maximales » auxquels nous passons outre à nos risques et périls. Le moment est venu pour le monde des affaires, les syndicats et les gouvernements du Canada de se réveiller. Fini le temps des démarches graduelles : nous devons réagir immédiatement, et les gouvernements fédéral et provinciaux doivent, pour cela, adopter un plan d'action combiné.

Et si je devais donner la préséance à un objectif parmi tous les autres, je choiserais l'amélioration de la productivité canadienne. Nous devons rendre notre économie plus efficace et obtenir de meilleurs revenus par rapport aux dépenses. Cela fait, une grande partie du reste suivra.

L'accroissement de la productivité amorce un processus en spirale qui débouche sur de meilleures marges bénéficiaires, augmente les capitaux à investir, fait monter les salaires réels, et améliore la qualité de vie.

Plus nous sommes productifs, plus nous sommes compétitifs, ce qui nous permet de réduire notre déficit courant et d'accroître nos revenus de manière à faire diminuer le déficit global. L'amélioration de la productivité annonce de meilleures conditions économiques.

Et les chiffres le prouvent. Dans les années 1950 et 1960, le Canada a prospéré, car au cours de cette période, la productivité annuelle de la main-d'oeuvre a augmenté de 4 p. 100 en moyenne. Dans les années 1980, ce taux est tombé à 1,5 p. 100. La productivité multifactorielle est demeurée au même point.

Pour accroître la productivité, il faut intervenir sur les plans macro-économique et micro-économique.

Et en ce qui concerne la politique officielle, nous devons nous engager à suivre deux principes immuables.

1. Les gouvernements fédéral et provinciaux ne doivent prendre de l'ampleur que dans la mesure où le pays peut se le permettre sans emprunter. Il nous faut réduire le pourcentage que les dépenses fédérales et provinciales représentent par rapport au revenu national.
2. Tous les gouvernements doivent s'abstenir d'accroître les impôts. C'est là aussi un aspect vital. Pour que le pays redevienne compétitif sur la scène mondiale, il ne faut plus augmenter les taux d'imposition. La stratégie de réduction

du déficit doit reposer sur l'endiguement et la diminution des dépenses gouvernementales.

Afin d'atteindre ces objectifs et pour ne pas annuler les efforts les uns des autres, les gouvernements fédéral et provinciaux doivent harmoniser leur action et coordonner leurs politiques sur les dépenses, l'imposition et les emprunts.

Il fut un temps où cette question n'avait pas sa place dans les entretiens bienséants. En ces années de vaches maigres, personne ne fronce plus les sourcils quand on l'évoque. Les gouvernements provinciaux parlent ouvertement de la nécessité de coopérer entre eux et avec Ottawa. Et, comme M. Don Mazankowski l'a dit dans son discours du budget, il a invité ses collègues provinciaux à une réunion pour amorcer ce travail vital. Cette collaboration est essentielle.

Avec la macro-économie, nous esquissons les grandes lignes de la démarche à suivre. Il faut ensuite agir au niveau micro-économique pour remplir les vides et s'occuper des détails. Et, comme M. Ross Perot ne cesse de le rappeler aux Américains, le diable est dans les détails!

Ce défi de la productivité comporte toute une gamme d'aspects micro-économiques. Il nous faut nous pencher sur bien des aspects de notre mode de vie national et sur bien des façons de mener nos affaires.

C'est le secteur privé qui doit donner tout son tranchant à notre effort. Il connaît bien les problèmes, et c'est lui qui doit amorcer tout le processus.

Et c'est parce que nous voulions dresser un programme destiné à un monde bien réel que nous avons lancé l'Initiative de la prospérité. Ce n'était pas simplement une étude gouvernementale comme les autres. C'était une exploration des défis auxquels nous avons à faire face, menée par d'éminents Canadiens, non fonctionnaires, aux antécédents divers et représentant différentes parties du pays.

Ce groupe a écouté des Canadiens de tous les paliers de l'échelle sociale et de toutes les régions du pays. Il a dressé un plan d'action pour parvenir à la prospérité. Il a remis ce document directeur, qui comporte 54 recommandations distinctes et qui est destiné à tous les secteurs de la société, au gouvernement en octobre.

Le document exhorte les Canadiens à se liguer pour asseoir leur prospérité sur les bases solides de la productivité.

Je souligne que le plan d'action est un plan dynamique dont nous avons tenu compte dans notre programme national. En fait, bon

nombre des objectifs dont je vous entretiendrai ce soir émanent directement de ce document. En outre, je veux mentionner quelques recommandations auxquelles nous avons donné suite depuis octobre.

- Le gouvernement fédéral a soutenu la création d'un réseau canadien pour la qualité totale, un partenariat du secteur privé ayant la qualité pour objectif et visant à aider les entreprises canadiennes à trouver le savoir-faire qu'il leur faut pour offrir des produits et des services d'une qualité inégalée dans le monde.
- Le gouvernement fédéral a accepté de faire équipe avec des entreprises du secteur privé et avec les provinces pour construire une «autoroute électronique» à grande vitesse et à large bande. Aux fins de l'édification du pays, c'est en quelque sorte l'équivalent, au XX^e siècle, du chemin de fer du Canadien Pacifique. Le projet sera mené par des sociétés des secteurs des télécommunications et de l'informatique telles que Stentor, Unitel, IBM Canada, Newbridge, Gandalf, DMR et d'autres.

Les auteurs du plan d'action recommandent fortement d'intervenir dans le domaine de l'éducation, qui est étroitement lié au rendement de l'économie nationale. J'aimerais donc approfondir maintenant cet aspect.

Nous devons évaluer constamment la qualité de notre système d'éducation et de notre système de formation comme s'il s'agissait de n'importe quel autre facteur de compétitivité, c'est-à-dire par rapport à nos besoins actuels et à ce que d'autres pays font. Nous devons constamment réexaminer nos techniques. Le travail consistant à améliorer la qualité du système d'éducation canadien n'est jamais achevé.

Et ce doit être un travail national, un effort de toute la nation.

Car la concurrence entre les pays se manifeste aussi, à un certain niveau, entre les systèmes d'éducation : il y a comparaison entre le nôtre et les leurs, à tous les stades, depuis la maternelle jusqu'aux études supérieures.

Au cours des consultations menées dans le cadre de l'Initiative de la prospérité, deux constantes se sont dégagées. En matière d'éducation, les Canadiens veulent ce qu'il y a de mieux, et ils sont prêts à payer. Ils savent qu'ils versent déjà beaucoup à cet égard. Le pays consacre 7,8 p. 100 de son PIB à l'éducation. Le problème ne concerne pas l'ampleur des fonds dépensés, mais plutôt les résultats négatifs de cet investissement.

Et c'est la deuxième constante qui revient dans les propos de tous : les Canadiens sont franchement mécontents de la qualité de l'enseignement dans leur pays. C'est une insatisfaction générale et fondée. Les étudiants, les parents, les entreprises, les syndicats et les éducateurs l'éprouvent tous. Elle se manifeste par un malaise croissant ressenti devant les taux élevés de décrochage au niveau secondaire, les taux faibles d'alphabétisation fonctionnelle et de capacité de calculer, et un manque général de préparation pour affronter le monde moderne du travail.

Les Canadiens ne veulent pas voir le gouvernement fédéral intervenir directement dans le dossier de l'éducation, mais ils estiment logique et souhaitable qu'il montre la voie dans ce domaine dans une certaine mesure. Ils considèrent que c'est essentiel pour notre compétitivité et notre niveau de vie. Le gouvernement du Canada peut attirer toute l'attention voulue sur la nécessité d'une éducation et d'une formation de qualité, en en faisant une cause d'envergure nationale.

L'objectif est on ne peut plus clair : nous voulons, en matière d'éducation et de formation, doter le pays d'un système de qualité, axé sur les résultats.

Le gouvernement fédéral peut favoriser la collaboration pour faire évoluer les choses en ce sens. Il peut et doit conjuguer l'action de ceux que nous appelons aujourd'hui «les intervenants», à savoir les étudiants, les parents, les entreprises, les syndicats et les gouvernements provinciaux. Je pense qu'il appartient au gouvernement fédéral, agissant en cela au nom de toute la population canadienne, d'ouvrir la voie et de faire pression auprès des provinces pour qu'elles mettent en oeuvre les changements nécessaires.

Le gouvernement fédéral peut aussi montrer la voie en ce qui concerne l'élaboration de normes nationales. Et je ne parle pas ici de normes fédérales, mais bien de normes qui s'appliqueraient d'un océan à l'autre pour mesurer la qualité et le progrès. Le gouvernement peut orienter les efforts pour édifier un système qui mettrait l'accent sur l'excellence et les résultats.

Il nous faut, en un premier temps, décider des objectifs que nous voulons pour notre système d'éducation et de formation. Une fois cette étape franchie, nous devons réorienter le système actuel en conséquence. En agissant de la sorte, plutôt qu'à l'inverse, nous nous munirons d'un système axé sur les résultats.

Pendant les consultations menées dans le cadre de l'Initiative de la prospérité, le système a fait l'objet de questions difficiles et troublantes, d'une extrémité du pays à l'autre. Le motif d'inquiétude le plus fondamental, ce sont les résultats. Les Canadiens veulent qu'on agisse. Et ils comptent sur les

gouvernements fédéral et provinciaux pour trouver des solutions. Pris individuellement, les Canadiens ne reçoivent ni l'éducation ni la formation de qualité dont ils ont besoin pour réussir sur le marché du travail. Et collectivement, ils ne bénéficient pas de la qualité voulue pour soutenir la concurrence à l'échelle internationale.

Les Canadiens croient que les entreprises doivent intervenir davantage dans l'élaboration des programmes d'études.

Selon eux, pour obtenir de bons résultats, nous devons nous assurer que les enfants d'âge préscolaire sont prêts à apprendre. Il nous incombe de prendre les mesures nécessaires pour fournir aux enfants membres de foyers défavorisés l'aide dont ils ont besoin pour surmonter leurs difficultés d'apprentissage. Autrement, cet état de personne désavantagée sera transmis, avec tous les coûts socio-économiques lui étant inhérents, d'une génération à l'autre, comme une autre dette non acquittée.

L'année scolaire est plus courte au Canada que dans bien d'autres pays (185 jours, comparativement à 240 au Japon, par exemple).² Il en est ainsi depuis l'époque où la plupart des enfants devaient aider aux travaux de la ferme pendant l'été. Il ne faut pas allonger l'année scolaire sans raison valable, mais il y aura lieu de le faire si cela s'impose pour accroître la qualité de l'éducation.

La concurrence existe aussi dans le domaine de la formation professionnelle. Une main-d'oeuvre dûment formée est plus productive. Le pays qui en est doté dispose d'un avantage insurmontable.

Le moment est venu de commencer à voir la formation comme un processus permanent : on se forme avant d'obtenir son premier emploi, pendant que l'on occupe un emploi, et entre deux emplois. Il est grand temps que les cadres, les syndicats, le gouvernement et les éducateurs perçoivent l'amélioration de la formation comme un objectif commun à poursuivre ensemble.

La qualité de la gestion représente un autre plan où nous devons soutenir la concurrence internationale. Le moment est venu pour les cadres de se poser des questions difficiles tout en faisant leur examen de conscience. Comparativement à nos homologues d'Osaka, de Francfort ou d'Atlanta, que valent nos cadres et gestionnaires? Que dire de leur sens de l'innovation et de leur réceptivité face à la nouvelle technologie?

Par rapport aux dirigeants des entreprises d'autres pays, les nôtres se soucient-ils suffisamment de la qualité, de la

2. Diane Francis, *Financial Post*, 6 mai 1993.

souplesse d'exécution et de l'importance des résultats? Dans la poursuite de la productivité, ce sont là des éléments déterminants.

La qualité de la gestion dépend des gestionnaires et non de personne d'autre.

Comprenons bien aussi sur le bureau de qui elle atterrit. Lorsque nous disons qu'il est nécessaire d'améliorer la gestion, nous ne parlons pas d'autres gens dans d'autres secteurs. Nous parlons de tout le monde, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Les gestionnaires canadiens doivent, collectivement, faire beaucoup mieux.

Or, notre performance en recherche et développement (R-D) est étroitement liée à cet indicateur.

L'histoire du Canada est curieusement déséquilibrée à ce chapitre. Les gouvernements consacrent 8 milliards de dollars par an à la R-D et à la recherche fondamentale. Les encouragements fiscaux que nous offrons pour la R-D sont probablement les meilleurs au monde. Proportionnellement, le soutien que donne le secteur public à la R-D civile est tout près de la moyenne que l'on retrouve chez nos principaux concurrents.

Pourtant, en ce qui concerne la R-D et les innovations dans le secteur privé, nous sommes à la traîne. C'est à notre industrie d'y remédier. Personne d'autre ne peut le faire.

Pour ce qui est de l'infrastructure sociale, nous possédons quelques atouts. Le régime d'assurance-maladie canadien en est un. Comme nos voisins américains le découvrent, dans le domaine des soins de santé, nous faisons beaucoup plus qu'eux pour beaucoup moins cher. Cela donne un avantage concurrentiel au Canada.

En revanche, nul n'en dit autant de notre réglementation ou des contre-incitations à travailler inhérentes à notre assurance-chômage et à nos programmes d'aide sociale. Ou de notre système de normes et d'homologation. Se débarrasser de ces handicaps n'est pas une mince affaire et ne peut être réalisé unilatéralement, car ils concernent tous les paliers de gouvernement (fédéral, provincial et municipal) et touchent à des attitudes profondément ancrées. Cependant, ce sont des problèmes que nous devons régler maintenant, dans un contexte global.

Je devrais préciser que lorsque je dis «nous», je ne veux pas dire simplement le gouvernement. Ces cadres de politique ne s'édifient pas tout seuls. Ce sont ceux qui se donnent la peine de participer qui leur donnent forme. Nous devons agir, sans cela, on ne tiendra pas compte de nos points de vue.

La qualité de notre politique commerciale influe et a toujours influé beaucoup sur notre compétitivité nationale.

L'objectif de cette politique doit être de transformer une nation commerçante en une nation de commerçants. Nous en sommes encore loin.

Notre pays compte 40 000 usines et fabriques. Seules 15 p. 100 d'entre elles exportent, et la plupart sont de grosses entreprises. Toutefois, il y a de grands marchés à l'étranger qui tendent les bras à des entreprises plus modestes. C'est ainsi que ces dernières prennent de l'envergure, et elles sont d'ailleurs capables d'affronter la concurrence internationale. Je peux vous citer de petites entreprises canadiennes spécialisées qui travaillent avec des géants américains, allemands et japonais.

Il y a des sagas de réussites de petites entreprises.

Il y a celle de Interstyle Ceramics Industries Ltd., société de Burnaby (Colombie-Britannique) qui emploie 50 personnes.

Elle a mis au point les premiers carreaux décoratifs en trois dimensions. Les exportations vers les États-Unis représentent à elles seules 20 p. 100 de ses recettes. De plus, elle vend aussi sur les marchés asiatiques.

Phoenix Biomedical Products Inc. de Mississauga, emploie 45 personnes. Cette entreprise, qui fabrique du matériel de laboratoire, a mis au point une boîte de Pétri améliorée qu'elle vend dans le monde entier. Les exportations vers l'Europe, l'Asie, le Moyen-Orient et l'Amérique latine représentent une grande part de ses ventes.

Je pourrais continuer, car aux fonctions que j'occupe, j'ai la chance d'entendre parler des réussites dont la presse ne se fait pas souvent l'écho. Il y a deux leçons communes à tirer de l'expérience de ces entreprises. Que la taille n'est pas un obstacle et qu'innover permet de déplacer des montagnes.

Pour ce qui est de se placer sur les marchés internationaux, les entreprises doivent s'en occuper elles-mêmes. Cependant, il y a des choses qu'un gouvernement peut faire pour les aider. Ainsi, il peut fournir les réseaux de renseignements sur les marchés mondiaux nécessaires pour trouver des débouchés et les exploiter.

Tout en étudiant ces nouveaux marchés, les entreprises canadiennes devraient examiner les avantages et inconvénients des alliances stratégiques, éléments tellement importants du commerce international d'aujourd'hui. Elles devraient penser autant à la coopération qu'à la concurrence et réfléchir à ce qui convient à une situation donnée.

Elles devraient aussi choisir soigneusement leurs cibles.

Le vieux principe militaire de la concentration des efforts s'applique ici. Les petites économies aux entreprises relativement petites ne peuvent être partout à la fois.

Nous devons tirer le meilleur parti du meilleur accès aux marchés.

Plus particulièrement, nous devons profiter au mieux des possibilités de bénéficier de transferts de technologie et des mouvements de capitaux qui y sont associés. C'est la clé pour améliorer le commerce à valeur ajoutée sur notre propre marché.

Enfin, nous devons faire une place au libre-échange au Canada, et ce, de deux façons :

Premièrement, en tant que pays, ouvrons les bras au libre-échange plutôt que de lui tourner le dos. Voyons-le tel qu'il est, c'est-à-dire comme une chance et non comme une menace. Les pays et les entreprises qui l'ont fait sont les gagnants d'aujourd'hui.

Deuxièmement, finissons-en avec ce qu'il reste à faire pour instaurer le libre-échange dans notre propre Confédération, car des barrières subsistent entre les provinces canadiennes. Elles nous coûtent cher - 6 milliards de dollars par an, d'après l'Association des manufacturiers canadiens. Les gouvernements fédéral et provinciaux sont convenus d'abattre ces obstacles d'ici à 1995. Il est d'une importance vitale que nous le fassions, car aussi longtemps que nous conserverons ces anachronismes, nous nous handicapons nous-mêmes dans une course qui est déjà assez difficile comme cela.

Ce sont là les défis de l'adaptation, et il ne faudrait pas les sous-estimer. Toutefois, il n'y a aucune raison d'être pessimiste. Le Canada ne s'est pas hissé dans les rangs du G-7 en restant accroché au passé, décennie après décennie. Notre pays a toujours su s'adapter au changement.

Si vous suivez l'évolution du Canada, vous savez qu'il en est toujours ainsi.

Pour ce qui est de l'avantage en terme de croissance, il y a eu, tout au long de ce siècle, une constante évolution dans la structure des pays industrialisés. L'économie de fabrication de masse a détrôné l'économie primaire, avant d'être supplantée par l'économie de technologie de pointe, à forte intensité de connaissances, c'est-à-dire celle qui est la nôtre aujourd'hui. Ces piliers sont l'informatique, les semi-conducteurs, la santé et les services médicaux, les télécommunications et l'instrumentation. Ce sont les moteurs de la nouvelle économie.

C'est d'eux que vient la croissance la plus dynamique. La bonne nouvelle, c'est que le Canada fait non seulement partie de cette nouvelle économie, mais qu'il est aussi un des premiers à s'y convertir.

Je ne suis pas du tout certain que les Canadiens comprennent l'étendue de cette transformation. En fait, les bulletins d'information nous en donnent des exemples tous les soirs. Les rédacteurs ont autant de préjugés que leurs téléspectateurs lorsqu'ils montrent des chaînes de montage comme arrière-plan à leurs reportages économiques. Le fait est que 71 p. 100 des Canadiens ne travaillent pas dans l'industrie manufacturière, dans l'agriculture ou dans le bâtiment. Ils travaillent dans le secteur des services, dont font aussi bien partie le pharmacien de quartier que les écologistes. Le secteur des services est celui qui regroupe la majeure partie de l'économie à forte intensité de connaissances.

L'économie à forte intensité de connaissances comprend de nombreuses entreprises manufacturières, mais c'est dans le secteur des services que l'on trouve les activités demandant le plus de connaissances. Pourtant, beaucoup de commentateurs populaires traitent comme quantité négligeable l'augmentation du nombre des emplois dans le secteur tertiaire en y voyant seulement de petits emplois dans la restauration rapide. En réalité, ces 30 dernières années, c'est à lui que l'on doit l'essentiel de la croissance en matière d'emploi, et il est fort improbable que cette tendance change à l'avenir.

Au Canada, c'est le secteur des services qui emploie une majorité des travailleurs intellectuels d'aujourd'hui, et ces travailleurs sont les plus grands atouts de leurs entreprises. Ils sont aussi la clé de notre prospérité parce que la valeur ajoutée que représentent leurs connaissances est la base même de la compétitivité dans le secteur de la fabrication de biens. C'est à leurs connaissances que l'on doit la conception, la commercialisation, la distribution, voire l'écoulement de tous les biens produits aujourd'hui par le secteur manufacturier et le secteur de la transformation alimentaire. C'est grâce à eux que nos fabricants peuvent se montrer concurrentiels pour leurs conceptions distinctes, la qualité et le service plutôt que par les seuls prix. Leur apport permet aux fabricants de demander des prix plus élevés pour les biens qu'ils produisent. Pourtant, nombre de Canadiens pensent encore que les emplois du secteur tertiaire ont moins d'importance que ceux du secteur manufacturier.

Le Canada est fort dans les industries du savoir qui, dans la nouvelle économie, sont les moteurs de la croissance qui enrichissent et revigorent tous les secteurs, y compris les industries traditionnelles qui restent nos principaux atouts et qui contribuent encore énormément à notre croissance économique.

Permettez-moi une dernière réflexion avant de conclure.

Apprendre à la dure est difficile, mais on en retire un savoir irremplaçable. D'ailleurs, la récession en a appris beaucoup aux Canadiens sur la productivité. Reste à savoir s'ils retiendront la leçon.

Ce n'est pas une question théorique. Nous nous sommes déjà trouvés dans cette situation auparavant. Nous sommes sortis d'une pénible récession au début des années 1980. Durant ces années-là aussi, les entreprises et le gouvernement ont travaillé d'arrache-pied. En 1987, l'économie était repartie, et nous avons relâché nos efforts, peut-être plus que nous ne l'aurions dû. On est toujours plus sage a posteriori. Nous nous rendons compte maintenant que nous aurions dû plus que jamais redoubler d'efforts à l'époque.

Nous avons une chance à présent de changer cette sagesse a posteriori en prévoyance.

L'économie repart doucement. La productivité de la main-d'oeuvre a augmenté de 1,8 p. 100 en 1992. L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) estime que, cette année, la croissance de la productivité canadienne sera parmi les plus fortes des pays du G-7. Or, il est bien plus facile d'apporter les ajustements dont nous avons besoin pour être productifs dans une économie en expansion que dans une économie en déclin.

Le problème maintenant, c'est de résister à la tentation de relâcher nos efforts, c'est de maintenir la pression, de continuer à nous encourager, qui plus est en des temps meilleurs où nécessité ne fait pas loi. C'est le moment d'être discipliné et persévérant.

J'aimerais voir plus d'entreprises travailler au niveau international. Non seulement parce que nos exportations et notre compétitivité s'amélioreraient. Les entreprises qui, bon an mal an, livrent concurrence aux meilleures d'autres pays sont toujours affûtées. C'est par des performances de classe mondiale que l'on réussit dans ce genre de compétition. Or, ces performances sont le fait de gens talentueux et dynamiques qui se battent contre les meilleurs au monde, et d'entrepreneurs qui utilisent des techniques de pointe pour satisfaire leurs clients en faisant preuve d'imagination. Voilà la formule de la réussite. Et l'épreuve à surmonter par cette alchimie s'appelle «concurrence internationale».

En définitive, la compétitivité est une question de personnes. Pour se relever de la tragédie qu'est le chômage, il faudra que les entreprises compétitives prennent de l'expansion et

embauchent. Il n'y a pas d'autre solution. Les gouvernements ne peuvent embaucher tout le monde, du moins pas à long terme.

Les déficits du secteur public ne sont pas générateurs d'emplois durables, mais ils coûtent cher, comme nous commençons tous à le comprendre maintenant. Les efforts engagés pour essayer d'équilibrer le budget et de juguler l'inflation ne l'ont pas été par un souci d'ordre mal avisé. Nous nous sommes attelés à la tâche que nous poursuivons afin d'instaurer un climat propice au plein emploi. Mais cela ne suffit pas. Comme M. C.D. Howe le faisait observer en 1946, «le meilleur des gouvernements ne peut qu'instaurer un climat favorable à la croissance économique. La croissance elle-même dépend de l'efficacité de la main-d'oeuvre et du patronat, ainsi que de leur volonté de travailler ensemble pour améliorer les niveaux de vie et de leur détermination mutuelle à rentabiliser les coûts.»

J'ai indiqué la direction qu'il nous faut suivre pour atteindre la prospérité. Nous n'avons pas ménagé nos efforts pour nous mettre sur ce cap. Il s'agit à présent de résister à la tentation de nous arrêter en chemin. Il s'agit de travailler ensemble afin de ne pas perdre de notre dynamisme.

Permettez-moi de terminer en reprenant quelques thèses de M. C.D. Howe sur l'objet des politiques publiques. Formulées en mai 1948, ces idées n'ont rien perdu de leur acuité aujourd'hui :

Les temps dans lesquels nous vivons exigent de l'initiative et de la débrouillardise. Nous devons être sur le qui-vive devant les changements qui se produisent dans le monde et sauter sur chaque occasion susceptible de renforcer notre économie. Cela ne peut se faire en un jour mais je suis persuadé que la coopération de l'industrie, du gouvernement et d'autres organisations nous permettra de bâtir un meilleur Canada et un meilleur monde.

Voilà la formule qui avait contribué à la prospérité que nous avons connue par le passé. Je sais, à l'instar de la plupart des Canadiens, qu'elle peut encore nous aider.

Merci.